

Comité Technique Ministériel

6 octobre 2014

finances
Solidaires



Une situation exploS i v E

Le Comité Technique Ministériel (CTM) s'est réuni le 6 octobre 2014. Comme il s'agissait de la présentation du budget 2015, il s'est tenu en présence de MM SAPIN, MACRON et ECKERT respectivement Ministre des Finances et des Comptes Publics, Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, Secrétaire d'État au Budget, auprès du ministre des Finances et des Comptes Publics.

Ce CTM avait été précédé le vendredi par la diffusion d'une adresse unitaire des fédérations CGT – Solidaires Finances – FO – CFDT – UNSA/CFTC aux Ministres.



Grandes orientations

Sombres destinées..

Budget

La tonalité générale en termes budgétaires était connue et affichée. En ce qui concerne les effectifs, on poursuit la purge avec 2546 emplois supprimés. Les deux grands « contributeurs » sont la DGFiP (moins 1990 car il ne faut pas atteindre 2000, cela la fiche / l'affiche mal ...), la DGDDI (moins 266, ce qui est, aux yeux de nos interlocuteurs, une forme de « tarif de faveur » ...), la DGCCRF où les effectifs sont stables cette année, ceci est un trompe l'oeil car le plafond d'emplois autorisé subit une baisse de 38 (à rapprocher aussi des quelques 700 suppressions des 10 dernières années sur un effectif total aujourd'hui de 3000 agents seulement), en Administration Centrale (près de 200 emplois en moins, soit 1,87 %, le taux le plus élevé par rapport au PEA, notamment dans le programme 218 du Secrétariat Général lui-même)...

Il est à noter que Bercy « fête » son 30 000ème emploi supprimé en 10 ans ! Voilà de quoi répondre au déjeuner du dimanche au voisin de table libéral, qui se plaindra que l'administration ne fait que des « réformettes » ...

S'agissant du budget, on est également dans la récession avec un nouveau recul de 2,3 % des crédits de fonctionnement alloués.



S'il existe quelques domaines qui seront préservés (informatique notamment), la baisse est générale pour le reste. Il est à noter que l'Etat va continuer à réduire son emprise immobilière (vente de 520 millions d'actifs).

Un seul îlot de tranquillité semble apparemment demeurer : celui du budget de l'action sociale qui est maintenu à hauteur de 179 millions d'euros ... mais compte tenu de l'augmentation des besoins et du coût de la vie... nous vous laissons conclure par vous même...



Revue des missions

Bercy réaffirme que toutes ses missions sont régaliennes et que, de ce fait, le gouvernement ne pourrait pas les toucher ... sans l'accord dudit Ministère serait-on tenté d'ajouter de manière perfide (mais réaliste).



Sur le volet des réorganisations des services publics, le cap n'est pas encore très clair, malgré certains engagements. Ainsi, on nous a assuré que la Revue des Missions (chantier lancé par Matingnon) serait non pas contrainte par l'extérieur mais conduite par Bercy d'ici fin janvier. Le Secrétaire général (ce dernier ne devrait guère chômer ...) devra donc conduire un cycle de réunions. En tout état de cause, de la DGFIP à l'administration centrale, personne n'échapperait à ces « réflexions ».

Au niveau de la réforme territoriale, sujet dont **Solidaires Finances** s'était fait l'écho au cours du mois de juillet, la réponse est moins nette, mais Bercy indique que le sujet n'est pas abouti (arbitrage non rendu) à l'heure actuelle. De même, ils nient un pilotage par la place Beauveau. Pour notre part, nous persistons et signons : **le projet qui est dans les cartons avait l'air précis et confiait bel et bien un rôle leader au Ministère de l'Intérieur**, contre lequel nous n'avons rien, mais qui ne saurait à notre avis incarner et porter l'essentiel de l'action de l'Etat.



Au chapitre déroulement de carrière / rémunération, il est envisagé de tenir des réunions avant la fin de l'année (déjà décidément chargée !) concernant des mesures catégorielles et, au passage, le remplacement de la prime d'intéressement collectif. Là-encore, c'est le Secrétariat Général qui est chargé de la mise en musique. Mais on ignore à ce jour le contenu de la partition ...



Tour d'horizon (Bouché?) des directions

Les ministres ont fait part de leurs vives émotions concernant les attaques dont ont été victimes des services de la DGFIP (Morlaix, Alberville, ...). Ils ont condamné ces agressions et exprimé leur soutien aux agents (C. Eckert devrait se rendre sous peu à Morlaix pour rencontrer les agents). Toutefois, selon eux, l'opinion distingue bien le contexte social et le rôle de l'administration fiscale. Sur ce point, nous ne partageons pas leur optimisme et demeurons extrêmement vigilants sur ce sujet particulièrement grave. Les centres des finances publiques sur le territoire représentent l'Etat et le gouvernement et, en cette période où les citoyens paient l'essentiel de leurs impôts (IR, TH, TF et où le parlement vote la nouvelle loi de finances), une cible privilégiée ...

En ce qui concerne la DGDDI, Bercy estime que la page du conflit est tournée et cette direction connaît « un dialogue social rénové » et « une évolution très positive » (sic). Euh ... comment dire ? Sans doute un problème d'équation quantique... Nous ne devons pas tout à fait évoluer dans la même dimension. L'optimisme (encore ...) de Bercy devrait être largement douché dans les temps qui viennent. **Solidaires finances** a d'ores et déjà rappelé l'interpellation des syndicats **Solidaires**, CGT, USD-FO et UNSA en ce qui concerne l'avenir de cette direction et le contenu du cycle de Bercy sur ce sujet.

En ce qui concerne la DGCCRF, E. Macron a déclaré vouloir reconstituer une chaîne de commandement unique et claire. Il a malgré tout précisé vouloir étudier ce qui existe aujourd'hui afin d'optimiser le fonctionnement. Solidaires lui, ne voit pas bien comment reconstruire une chaîne de commandement en maintenant la DGCCRF dans les structures interministérielles. Il faudra donc encore convaincre lors des réunions prévues le 21 octobre prochain et le 3 décembre avec la secrétaire d'Etat, Carole Delga. Le SCL sera bien entendu évoqué lors de ces entretiens. Nous nous attendions à autre chose qu'une énième réunion d'autant plus que les fédérations avaient rencontré le ministre le 25 septembre dernier .



EN BREF / EN RAFALE / EN VRAC...EN BREF / EN RAFALE / EN VRAC...



► Réjouissez-vous, braves gens, le ticket-restaurant va grimper à 6 euros (+ 50 centimes employeur et id. agent). Mécanique que la haute hiérarchie bercyenne n'avait pas l'air de maîtriser. Sûrement des préoccupations trop viles ... il y aura également une révision du montant des prêts pour l'accès à la propriété et à l'amélioration de l'habitat.

► La prime d'intéressement collectif sera supprimée et remplacée par un autre dispositif ... dès qu'on le trouvera ! Pour **Solidaires Finances** une suggestion simple : intégrez donc tout cela dans l'Indemnité Mensuelle de Technicité !

► En ce qui concerne le rattrapage du B en A, rappelons que le décret prévu a été retoqué par le Conseil d'État. Bercy devrait s'atteler à une nouvelle rédaction, en prenant l'attache préalable de ce dernier.



Enfin, Emmanuel Macron s'est quelque peu agacé du rappel des soucis de l'agent en difficulté suite à un excès de vitesse commis dans l'exercice de ses fonctions et pour le compte de Bercy. Il ne s'agit pas pour nous de faire de la polémique pour la polémique. Nous ne disons pas non plus qu'E. Macron avait intimé l'ordre formel à ce chauffeur d'appuyer à mort sur le champignon (bien évidemment, les choses ne se passent pas ainsi). Il s'agit de pouvoir discuter de l'organisation et des conditions de travail dans certains services soumis à certaines sujétions. Car, il est plus que temps de définir, en concertation, un code de bonne conduite entre les services et les cabinets ministériels. Cabinets ministériels qui ne doivent pas rester aussi omnipotents qu'ils le sont actuellement ...

Et ils nous disent qu'ils nous aiment....

Que retenir de ce comité technique ministériel budgétaire ? Peu d'avancées, les mêmes constats accablants et beaucoup de questions en suspens. Nous avons regardé la déclaration préalable de l'année dernière ; hélas nous aurions pu peu ou prou faire la même, tant les problèmes demeurent.

Nous avons face à nous des «responsables» qui reproduisent sempiternellement les mêmes discours, sans que la situation ne s'améliore. Ils nous font part de leur fierté de « commander » les troupes de Bercy, nous disent également qu'ils nous sont très attachés. Certes, certes, mais pour autant les agents ne les sentent pas moins extrêmement éloignés de leur réalité quotidienne.

Dans un moment où on veut bien reconnaître qu'il y avait de la sincérité, C. Eckert nous dit qu'on ne se rend pas compte des attaques subies et nous cite en exemple un déjeuner élyséen où Bercy s'est encore fait qualifier de citadelle ou autre forteresse... A notre sens, si le bâtiment est solidement gardé, ce n'est pas forcément le cas des directions, des missions et des agents de Bercy, qui connaissent un malaise profond. Cher Monsieur le Secrétaire d'État, si on parle de « déguster » et parfois même d'en prendre plein la g..., les agents pourraient témoigner également et ce ne serait pas forcément sur un registre aussi feutré que celui des ors républicains.

Rappelons ici que près de deux agents sur trois estiment (selon les résultats de la vague 27 de l'observatoire interne effectué au cours du second trimestre 2014) que leur situation professionnelle va se détériorer. C'est à cela que dans des instances comme le comité technique ministériel, les ministres et la haute administration doivent apporter de toute urgence des réponses satisfaisantes.

Et ils nous disent qu'ils nous aiment...

En 20 ans les fonctionnaires

**n'ont obtenu qu'une augmentation
du point d'indice de : 13%**



**ont subi une Inflation : + 35%
comme l'ensemble des citoyens**

nov. 1995	nov. 1996	oct. 1997	nov. 1998	déc. 1999
4,10	4,10	4,14	4,19	4,25
déc. 2000	nov. 2001	déc. 2002	déc. 2003	jan. 2004
4,27	4,31	4,37	4,37	4,39
nov. 2005	juil. 2006	fév. 2007	oct. 2008	oct. 2009
4,47	4,49	4,53	4,57	4,60
juil. 2010	déc. 2011	déc. 2012	déc. 2013	déc. 2014
4,63	4,63	4,63	4,63	4,63

1995	1996	1997	1998	1999
1,7%	2%	1,2%	0,7%	0,5%
2000	2001	2002	2003	2004
1,7%	1,7%	1,9%	2,1%	4,39
2005	2006	2007	2008	2009
1,8%	1,6%	1,5%	2,8%	2,1%
2010	2011	2012	2013	2014
1,5%	2,1%	2%	0,9%	0,5%



Contrôles accrus sur les agents ! Gare aux Mala...aa des !!!

La Loi de Finances qui a mis fin au jour de carence prévoyait un « renforcement » du contrôle médical à la Fonction Publique (application stricte du délai de 48 h de dépôt des arrêts maladie avec sanction pécuniaire en cas de non respect de ce délai).

Tandis que le gouvernement n'a de cesse de mettre en avant de prétendues mesures de « simplification », c'est en réalité un nouveau « choc de complexification » qui vient régir la gestion quotidienne des fonctionnaires ! Au final, cette mesure va mettre en difficulté financière et morale les agents dans les moments où ils seront confrontés à la maladie, générer d'innombrables contentieux liés aux délais postaux et aux contraintes de force majeure qui la plupart du temps expliquent évidemment les retards de transmission. Ces nouvelles dispositions contraignantes vont également créer une importante charge supplémentaire pour les collègues des services RH qui doivent encore gérer concomitamment et assumer au quotidien les conséquences d'une très lourde harmonisation indemnitaire !

C'est au moment même où les agents du service public, où les fonctionnaires des finances en particulier sont en première ligne, exposés à la colère et à la détresse sociale des usagers, victimes de la dégradation de leurs outils de travail, et qu'ils attendent un soutien sans faille des responsables politiques et administratifs, que le soupçon à leur égard est érigé en mode de gestion quotidienne.

Drôle de manière de traduire la « fierté et la reconnaissance » exprimée par les Ministres lors du CTM aux 2546 suppressions d'emplois !

